

TIOUT (AÏN-SEFRA)

Le scorpion tue encore !

Le scorpion vient d'arracher, encore une fois, la vie à une petite fille de 6 ans, qui a succombé des suites des complications graves causées par une forte dose de la morsure scorpionique.

La victime qui a été piquée par cet animal arachnide dans un quartier de la localité de Tiout, fief du scorpion androctonus australis hector, a été évacuée dans un coma profond vers les UMC de l'EPH/Aïn-Séfra, où elle rendit l'âme deux jours après son admission. Alors que la liste est ouverte...

Le scorpion Androctonus Australis Hector, de la famille des arachnides, un animal articulé de quelques centimètres de long, son poids n'excédant pas les 22 grammes, portant une paire de

pincés à l'avant, et un aiguillon venimeux derrière son abdomen, installe l'inquiétude dès les débuts des périodes estivales.

Le caractère spécifique de la région d'une part, et le climat chaud et sec d'autre part, favorisent la prolifération du scorpion. Pendant la période de canicule (juin, juillet, août) de chaque année, l'on enregistre un nombre assez important de piqûres de scorpion, entraînant dans certains cas la mort. Les services de la prévention de la wilaya dénombrent

chaque année entre 800 et 1 000 piqués en ces périodes.

Les victimes sont le plus souvent des enfants, ces derniers subissent le coup fatal. Le scorpion à Aïn-Séfra et Tiout, de couleur jaune clair, est très dangereux, son venin se propage vite, ce qui provoque la mort subite chez le sujet, surtout chez les enfants.

Auparavant, la lutte anti-scorpion se faisait par des équipes de ramassage pour chaque quartier, et l'opération donnait de bons résultats. Aujourd'hui, quoique des campagnes de traitement par «insecticide» se font ça et là, le problème reste sur le produit qui n'a aucune efficacité, aucun effet sur la dangerosité de l'animal.

La participation du citoyen dans la lutte joue un grand rôle, car le scorpion fait son gîte dans les amas de pierres, les déchets, les détritus abandonnés etc.

Le manque d'éclairage dans certains endroits favorise aussi la mobilité du scorpion qui s'infiltre et trouve refuge dans les maisons vétustes et démunies de crépissage. A chaque période des grandes chaleurs, l'inquiétude s'installe dans cette contrée du sud-ouest.

La prévention, elle, demeure l'aspect primordial pour épargner des vies humaines. Mais le mystère sur ces piqûres qui, chaque année, coûtent la vie à des nombreux citoyens demeure toujours posé.

B. Henine

MOSTAGANEM

Déficit de taxis dans la vallée des Jardins

Les habitants de la vallée des Jardins déplorent le fait qu'il n'existe pas au niveau de leur localité, forte de 12 000 âmes, une station de taxi desservant leur cité à la ville de Mostaganem distante d'une dizaine de kilomètres alors que la ville se développe et prend de l'extension.

Ces habitants n'utilisent comme moyen de locomotion que de petits bus mal entretenus où ils sont entassés comme des sardines et avec des horaires imposés. Tandis que pendant les horaires de pointe, c'est le vrai calvaire, les citoyens doivent jouer des coudes pour pouvoir

monter et les conducteurs de bus font du racolage tout au long du trajet au vu et au su même des services de police.

«C'est un vrai calvaire me disent quelques travailleurs résidant à la vallée des Jardins quand ils sont obligés de se rendre à leurs lieux de travail à l'heure, si

bien qu'à midi ils évitent de rentrer chez eux pour déjeuner au risque de ne pas être à l'heure à leurs bureaux en début d'après-midi.»

Cette population a tout essayé, elle a saisi la Direction des transports et le syndicat autonome des taxis mais les choses traînent toujours.

Le tronçon menant vers la vallée des Jardins traverse une autre cité, celle de Medjahri comprenant 2 000 habitants obligés de traverser le rond-point dit «le

rond-point de tous les dangers» du côté de la nouvelle gare routière pour trouver un transport. Les «clandos» sont aux aguets à longueur de la journée et de la nuit pour proposer aux clients leurs services.

Il existe aussi des entreprises de taxis dites «Radio taxis» mais les prix des courses sont exorbitants tout comme ceux des taxis ordinaires, 200 DA rien que pour la course de la vallée des Jardins au centre de Mostaganem.

A. B.

Lâcher de 300 000 alevins dans un barrage et un cours d'eau dans la wilaya

Dans le cadre du développement de l'aquaculture d'eau douce dans la wilaya de Mostaganem, la Direction de la pêche et des ressources halieutiques a procédé à un lâchage de 300 000 alevins.

Un lâcher de 300 000 alevins de carpe argentée et de carpe grande bouche a été opéré en ce début de semaine dans le barrage

Kramis, relevant de la daïra de Achaâcha (250 000) et dans l'oued Beni Hacène à Sidi Ali (50 000).

Cette opération rentre dans le cadre de la campagne nationale de repeuplement des barrages et des plans d'eau au niveau de plusieurs wilayas.

En outre, une production record en carpe de plusieurs variétés dépassant les 300 000 tonnes a été enregistrée durant le

premier semestre de l'année en cours.

L'opération d'éclosion artificielle sera supervisée par un groupe de spécialistes du Centre national de développement de la pêche et de l'aquaculture de Bou Ismaïl (Tipasa).

A. B.

RÉGULARISATION DES CONSTRUCTIONS À ORAN

La commune d'Es-Senia en pole position

L'opération de régularisation des constructions et de leur conformité, qui bat son plein depuis plusieurs semaines dans la wilaya d'Oran, a révélé que c'est la commune d'Es-Senia qui a délivré le plus grand nombre d'actes, soit 6 732 actes sur un total de 12 155 dossiers administratifs déposés.

La commune de Bir-El-Djir arrive en seconde position avec, pour sa part, 2 621 actes régularisés sur 2.821 dossiers. Si ces deux communes arrivent en tête, c'est qu'elles sont à l'image de l'urbanisation rapide et anarchique du monde rural et semi-rural, aux alentours de la ville d'Oran et c'est

donc logiquement que ce sont là les deux zones fortement touchées par la pression de la construction et des demandes de régularisation des citoyens.

Sur l'ensemble du territoire de la wilaya d'Oran, l'on apprend que ce sont près de 11 976 actes de régularisation des constructions

qui ont bien été remis à leurs bénéficiaires sur un nombre de 30 294 dossiers déposés. Autre indication à titre comparatif, les services de la commune d'Oran ont établi 1 856 actes définitifs sur un ensemble de 4 584 dossiers transmis à l'APC. Ce qui est très peu, comparé aux autres communes.

Pour autant, ces statistiques ne lèvent pas le voile totalement sur un phénomène qui interpelle et qui concerne les constructions des promotions immobilières qui, certaines bénéficient d'une mansuétude des autorités locales, plus

particulièrement des services techniques des APC.

Ainsi, des réalisations faisant fi de zone, dites «résidentielles» où les constructions ne doivent pas dépasser R+2 et où les terrains ne doivent pas être construits à 100%, voient des tours en R+8, +9 réalisées et obtenant malgré tout les autorisations.

Des situations qui restent un point à éclaircir par les autorités, qui tentent de montrer que les dispositifs réglementaires seront appliqués sans discriminations.

Fayçal M.

BLIDA

L'hépatite virale inquiète toujours la population

Les habitants de Boufarik et de Larbaâ notamment ont peur de contracter l'hépatite virale causée par la mauvaise qualité de l'eau.

Si les cas enregistrés cette année ont sensiblement diminué par rapport à l'année dernière, puisque, selon les statistiques de la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Blida, il n'y a eu que 37 personnes qui ont été atteintes par cette maladie, ces habitants des régions sus-citées craignent toujours d'attraper l'hépatite même si cette pathologie n'est pas d'une grande gravité.

Cette baisse de la propagation de l'hépatite virale, dans les deux communes citées plus haut, est due à la prise de conscience et à la vigilance des services de l'Algérienne des eaux qui veillent au grain, nous dit-on.

«Toutes les mesures d'hygiène sont prises pour assurer une bonne qualité d'eau aux citoyens», nous fait-on savoir.

Toutefois, la baignade d'enfants dans des mares d'eau où pullulent divers types de virus ainsi que le captage d'eau dans des sources douteuses ou des puits non traités peuvent être à l'origine de cette maladie, d'où la vigilance doit rester de mise, nous affirme-t-on.

Par ailleurs et de sources proches de la DSP de Blida, celle-ci n'a enregistré, cette année, aucun cas de typhoïde ou de dysenterie, ce qui laisse supposer que l'eau desservie aux citoyens est de qualité appréciable.

M. B.

Affichage de la liste des 400 bénéficiaires des logements sociaux à Oued Djer

L'affichage, hier, de la liste des bénéficiaires des 400 logements sociaux-locatifs à Oued Djer, à 25 kilomètres à l'ouest de Blida, a suscité la colère des non-bénéficiaires qui se sont rassemblés devant le siège de la daïra d'El Affroun pour manifester leur mécontentement.

Selon une source proche de cette daïra, cette liste n'est pas définitive mais reste tributaire des recours qui seront introduits par les citoyens pour qui un délai de 10 jours est accordé.

A noter que ces 400 logements sont une partie d'un lot de 1 200 logements qui sont en cours de construction et qui seront distribués dès leur achèvement.

M. B.